

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e)

(Métro : Pyrénées)

Dénonçons le mensonge

On ne partagera pas ici l'enthousiasme de la presse de gauche pour le discours de M. Roosevelt. On ne relèvera pas les erreurs de détail comme celle qui présente, au lendemain du conflit du Ghao, les Amériques comme le paradis des pacifiques ou comme celle qui oppose les grandes et les petites nations, celles-ci « satisfaites de leurs frontières » (par exemple la Hongrie) « et prétes à coopérer ». Il n'y a là que littérature politique et la plus mauvaise.

Sans doute trouve-t-on plus de pertinence dans la condamnation qu'il porte contre certaine idéologie qui attribue à tel peuple le privilège d'asservir d'autres peuples. Ici, le fascisme italien, conquérant l'Ethiopie au nom de la civilisation, est visé et justement attaqué. On pourrait, tout au plus, faire observer que les Etats-Unis n'ont pas toujours pratiqué ce *fair play*, qu'il leur est arrivé d'imposer leur domination par les moyens les plus brutaux, que leur marche vers l'Ouest s'accompagna de violences commises contre des pacifiques peuplades et que l'exploitation des noirs, aggravée de terrorisme racial, n'est pas un si bel exemple donné au monde.

Mais laissons-là ce passé et considérons le seul présent. Continuons à lire le discours du président. Nous y trouvons un commentaire de la situation actuelle sur quoi nous voudrions insister car, selon nous, il renferme une explication politique très fausse du monde actuel. Essayons de suivre l'argumentation. Elle pose que certaines *nations qui cherchent à s'étendre*, au lieu de recourir à des moyens pacifiques (il est dommage qu'on ne nous dise pas lesquels) s'en remettent à la décision des armes. Citons ici intégralement ; le texte en vaut la peine... Mes paroles, poursuit l'orateur, ne rencontreront pas l'approbation de toute nation qui s'estimera visée. Toutefois, elles seront approuvées par les peuples honnêtes et désireux de vivre en paix. Or, 85 ou 90 % des peuples étaient ou sont encore en faveur de la paix. La bonne volonté mondiale n'est paralysée que par 10 ou 15 % seulement de la population du monde. C'est cette action qui explique l'échec des efforts tentés pour réduire les armements et en outre la vaste course aux armements qui s'est instituée sur terre et dans l'air...

Nous pourrions d'abord demander où M. Roosevelt a puisé ces statistiques péremptoirement chiffrées... 10 ou 15 % ? Pourquoi pas 15 ou 20 % ? Et qui, quels peuples, ces 10 ou 15 % désignent-ils ? Nous ne croyons pas forcer la pensée du président en disant qu'ils dénombreront les Italiens, les Allemands, auxquels se joignent, sans doute, les Japonais. Cette interprétation paraîtra moins aventureuse quand on se rappellera que M. Roosevelt se plaît à opposer dans son discours les bonnes démocraties aux méchantes autorités qui mettent la paix en danger. Or, nous nous refusons à suivre l'orateur sur ce terrain. Il nous paraît en effet, dangereusement faux d'opposer, comme il fait, nations pacifiques et nations belliqueuses. Nous retombons ici dans la même erreur, maintes fois dénoncée dans notre journal. Nous nous refusons à opposer l'Italie ou l'Allemagne belliqueuses à l'Angleterre ou à la France pacifiques. Nous prétendons au contraire que les peuples, quels qu'ils soient, aspirent à la paix. L'opposition est ailleurs. Elle est (ne nous lassons pas de le répéter) entre les impérialismes inclinant ici à la paix parce qu'ils sont nantis et là à la guerre parce que la guerre peut, seule, les pourvoir, mais ici et là fondé sur la violence passée ou future. Elle est, sur le plan national, entre le prolétariat qui n'a rien à gagner de la guerre et qui a tout à y perdre, c'est-à-dire sa vie, et la bourgeoisie qui entend défendre ou étendre ses conquêtes par tous les moyens, c'est-à-dire par la guerre.

LASHORTES.

AUX LIBERTAIRES DE LA R. P.

SAMEDI 18 JANVIER, A 20 H. 30
Salle Babœuf, à la Bellevilloise,
23, rue BoyerLE FRONT POPULAIRE,
POSITION DES ANARCHISTES
Appel à tous les sympathisants

Il faut choisir !

L'on peut estimer qu'une guerre telle que celle que l'on nous prépare a du bon, qu'il est opportun d'apporter aux peuples « la liberté démocratique » à la pointe des baïonnettes. C'est une opinion.

Mais si on ne la partage pas, il ne faut pas s'engager dans la voie qui mène à une guerre de cette sorte.

Déjà, la presse quotidienne dite ouvrière s'occupe à surchauffer les passions dans ce sens.

Déjà, elle a fait une campagne victorieuse pour la participation à des hostilités éventuelles.

Et si la catastrophe survenait, on verrait tous ceux qui seront suspects de manquer d'enthousiasme pour la boucherie générale.

Confiance... nous vaincrons

Nous avions eu raison de faire confiance au dévouement de tous nos amis. Nos appels ont été entendus.

La semaine dernière nous nous pensions avec angoisse la question : Parfaitons-nous la semaine prochaine ?

Nous paraissions.

Malheureusement, nos deux derniers numéros ne sont sortis que parce que notre imprimeur a bien voulu nous consentir le crédit et nous avons dû lui régler cet arriéré pour que paraisse le présent numéro.

Aussi l'effort ne doit pas se relâcher. Il nous faut encore 2.000 francs pour notre prochain numéro.

Nous devons les trouver ; nous les trouverons !

Que nos camarades qui n'ont pas encore répondu à notre appel nous envoient vite leur souscription, que ceux qui ont déjà répondu, refassent encore un petit effort. Mais c'est surtout à nos abonnés en retard que nous faisons appel.

Tous les abonnés en retard ont dû recevoir cette semaine une circulaire leur rappelant que leur abonnement est échu, ils doivent sans retard nous en envoyer le montant, la stabilité financière du Lib dépend d'eux.

Tous, anarchistes, sympathisants, envoyez votre obole. Adressez les fonds à M. Faucier, chèque postal : 596-03, 29, rue Piat, Paris-20^e.

voise, dénoncés comme trahisseurs à la démocratie et à la classe ouvrière, assommés avec ou sans résistance par des imbéciles avec ou sans résistance par des imbéciles.

Voilà vers quoi l'on va. Voilà ce qu'il faut empêcher.

Et c'est précisément en l'empêchant que l'on peut atteindre Mussolini et aider les Italiens fascistes.

Parce qu'enfin le meilleur service à leur rendre n'est pas de les présenter comme des amis et protégés des ennemis de leur patrie.

Parce que, si nous souhaitons qu'ils profitent des difficultés du régime pour s'en délivrer, et qu'ils réagissent mieux contre leur expédition coloniale que nous ne l'avons fait contre les nôtres, il faudra tout de même les y seconder et encourager.

Ce que nous pouvons faire : empêcher la guerre avec l'Italie, est infiniment plus simple, moins difficile, moins périlleux que ce que nous attendons d'eux : arrêter la guerre avec l'Ethiopie. Et si quelque chose peut aider à la chute du fascisme, c'est préciser un réveil au prolétariat français, un retour à ses meilleures traditions.

Un réveil du prolétariat français, cela signifie avant toutes choses, un renouveau syndicaliste, une nouvelle vie de la CGT.

Et comme, aussi bien, je touche à un sujet sur lequel se sont élevées des disputes et des contestations, qu'il me soit permis de dire là-dessus en toute sincérité mon opinion.

J'aurais certes souhaité que les discussions au sujet de l'unité syndicale entre nous se fussent déroulées en toute sérenité. Mais tous les torts ne furent pas d'un seul côté. Et l'on peut être excusable d'avoir manqué pour une fois de patience et de mesure, lorsque l'on est continuellement attaqué avec une passion digne d'un meilleur emploi.

Quant au fond, autant que peut me permettre d'en juger ma qualité de simple et modeste syndiqué, je pense qu'il n'y aura jamais trop de syndicalistes et de libertaires dans l'unité syndicale reconstituée. Je pense que là est leur place et que c'est là qu'ils peuvent servir le mieux le syndicalisme et la classe ouvrière.

Je comprends quelles naturelles rançons ont suscité chez certains les procédés des meneurs de la CGT. et de la C.G.T.U. Et je réprouve plus que qui que ce soit les méthodes, la politique, les tendances que des chefs indésirables voudraient imposer à la nouvelle CGT.

Mais cela ne veut pas dire qu'il faille rester en dehors de l'unité syndicale, au lieu de tenir de la rendre utile et féconde. Cela ne veut pas dire que l'on n'ait définitivement le choix qu'entre une C.G.T. sans syndicalisme et un syndicalisme sans syndiqués.

EPSILON.

(Lire la suite en 2^e page).

BOLCHEVISMUS ROYAL

L'*Humanité* de mercredi dernier a publié discrètement la nouvelle suivante, qui se passe absolument de commentaire :

UNE DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE GREC

L'Agence Havas communique :

« Athènes, 7 janvier. — Une délégation communiste s'est présentée au palais royal. Elle a fait une déclaration affirmant que le parti que la délégation représente agira dans le cadre du régime actuel, considérant le roi Georges II comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire. »

La revanche du « Meskine »

— Allô ! Allô ! Ici, poste national de radio-diffusion : aux dernières nouvelles, on nous annonce la disparition des aviateurs Saint-Exupéry et Provost, partis du Bourget, dimanche matin, pour tenter le record aérien Paris-Saïgon... Allô ! Allô ! On nous signale leur passage à Benghasi... Bonsoir mesdemoiselles ! Messieurs ! Messieurs !

Et pendant quatre jours les commentaires vont leur train :

— Ils sont peut-être dans le désert de Lybie... sur la frontière éthiopienne, chez ces sauvages qui massacrent les aviateurs, porteurs de notre belle civilisation européenne !

On évoque les gravures anciennes du *Petit Journal* : le massacre de la mission X... ; les Touareg, ces pillards du désert assassinant nos braves officiers Y... et Z...

— On enverra une colonne d'attaque de nos petits soldats contre ces bandits... », remarque un vieux ramollot décati, débris des guerres coloniales fin-de-siècle.

Bref, un état d'esprit qui rappelle certaine scène des *Ventres dorés* d'Henri Bécque.

...Cependant, après avoir souffert terriblement de la faim et de la soif; désespérés, n'osant plus croire en la prochaine rencontre d'un être humain; harassés, fatigués à l'extrême et décidés à mourir sur place, les deux aviateurs rencontrèrent des Bédouins, de ceux dont le Larousse des écoliers ne trouvent d'autre définition que de les nommer les pillards du désert (*sic*).

— Tu as soif, mon frère, tiens, bois cette eau fraîche puisée dans la palmeraie voisine ; mange ces fruits savoureux ; goûte-moi ce bon coucouss, cette bonne galette arabe préparés par les soins de nos femmes ! »

C'est l'hospitalité de l'oasis. En certaines contrées de France, en Beauce ou dans la Meuse lorraine et patriotique, les fermiers lâchent les chiens contre le trimardeur qui ose solliciter un verre d'eau (: de l'Iau ! Y en a à la mare !). Mais ici, le pauvre meskine éprouve une joie indicible quand il peut partager ses vivres avec le passant, le voyageur malheureux.

La race Supérieure européenne prétend justifier son brigandage et ses razzias coloniales, en faisant sonner bien haut qu'elle apporte la civilisation aux races inférieures : nègres, jaunes, cuivrés, toucoulous, hottentots, cafres, arabes, berbères, kabyles, maures, marocains, etc. Nos amis Vigné d'Octon, Saïl-Mohammed, V. Spielmann, nous ont montrés ce qu'il fallait en penser de cette civilisation qui met les tribus hors la loi, qui exproprie 50.000 hectares de terre indigène pour en faire profiter les créatures du pouvoir.

Aujourd'hui, il est de bon ton de crier haro sur l'agresseur mussolinien en Ethiopie alors que ces messieurs devraient entonner à Genève la fameuse scie populaire : « Oui ! nous avons tous fait ça... »

Pendant que Saint-Exupéry et Provost se restaurent, reprennent des forces, les Bédouins sont allés chercher Omar ben Djilali, sage reconnu par toutes les tribus. Fier et digne, l'indigène chasse loin de lui tout ressentiment contre les natis de ces nations conquérantes et leur adresse à chacun des paroles de courage :

— Repose-toi, mon frère ! Que les plus beaux songes viennent bercer ton sommeil ! Le rêve apportera la brûlante illusion d'une maîtresse aimée caressant de ses doigts soyeux, ta virilité assoupi. La beauté de son corps t'incitera à de chauds embrassements voluptueux... Dors, mon ami... »

Et joyeux, heureux de vivre, l'air parfumé de l'oasis pénétrant en tout son corps ; éprouvant le bonheur d'avoir extériorisé ses sentiments anarchistes, élos naturellement dans le cerveau de ce fils du désert, Omar ben Djilali gagne sa tente pour y rejoindre sa chère Kraïra et lui communiquer la flamme de son puissant altruisme.

La voilà, la revanche du pauvre, du meskine, contre tous les mensonges lancés contre les simples et hospitaliers habitants des douars.

Un Livingstone pourra toujours traverser le Haut-Zambèze pacifiquement et ne rencontrer sur son chemin que des amitiés sincères, des dévouements héroïques, alors que les spadassins du « Duke » ne récolteront que la haine et le désir de la vengeance future. Déjà, il y plus de 150 ans, Diderot nous a écrit quelques belles pages en « Supplément au Voyage de Bougainville » pour nous montrer la bonté native des aborigènes océaniens.

Vous qui avez manifesté la joie de retrouver vivants, sains et saufs, les aviateurs Saint-Exupéry et Provost, si vous ne donnez pas tous vos efforts pour appuyer notre propagande humaine, anti-colonialiste et pour que cesse le massacre Italo-Ethiopien, permettez-moi de vous dire que vous seriez les derniers des muflés et des crétins et que votre anxiété n'était que pure hypocrisie.

HOCH MEURANT.

Nos lecteurs sont priés de nous signer l'urgence leurs marchands de journaux habituels qui ne reçoivent pas ou qui ne reçoivent plus le « Libertaire ».

Croix-Rouge pour Croix de Bois

par Aurèle PATORNI.

militaires ou religieuses; de tous temps, les sociétés ont fait jouer devant leurs crimes les pétards à retardement de leur compassion. Pendant l'Inquisition, quand, sous l'œil placide des juges et des greffiers en soutane et en capoule, le bourreau avait enfoui le dernier coin entre les genoux d'un misérable, quand le grand inquisiteur voyait défaillir sous la morsure des tenailles le corps pantelant du torturé, vite on remettait nous les faire admettre comme des forces de la nature, simulent le désespoir devant les horreurs qu'ils déchinent et se présentent à leurs victimes avec une boîte de pansements à la main. Et c'est une comédie non moins sinistre que celle qui consiste à récriminer, une fois le coup fait, sur les bombardements des hôpitaux, les mutilations des blessés ou l'égorgement des prisonniers. Que ce soit dans les guerres dites nationales ou dans les expéditions coloniales, on a toujours vu d'abominables atrocités commises avec préméditation, sciennement, scientifiquement par les chefs d'armée quels qu'ils soient et réhabilitant ainsi, par comparaison, les plus grands criminels de l'histoire. Les Eclopsés qui soutenaient les perclus, les boîteux et les manchots jusqu'au prochain charnier. Ainsi, toujours, et sur tous les plans, nous voyons cette hypocrite association de l'exécuteur et des bonnes âmes venant secourir le condamné tout en acceptant le bourreau, ou gémissant sur la victime tout en félicitant l'assassin. Ainsi en est-il dans l'art de la tauromachie où les chevaux événés sont rapidement recousus pour servir à une nouvelle course, ainsi en est-il des blessés ramassés sur un champ de bataille puis évacués, soignés et remis sur pied par des œuvres charitables qui les livrent en-

suite à l'autorité militaire enchantée de les récupérer.

Car c'est le propre des guerres modernes d'être de plus en plus régularisées ; c'est peut être le côté le plus odieux de notre civilisation à constater, quand on considère que loin de vouloir les rendre réellement impossibles par le désarmement immédiat, les conducteurs de peuples, tout en voulant nous les faire admettre comme des forces de la nature, simulent le désespoir devant les horreurs qu'ils déchinent et se présentent à leurs victimes avec une boîte de pansements à la main. Et c'est une comédie non moins sinistre que celle qui consiste à récriminer, une fois le coup fait, sur les bombardements des hôpitaux, les mutilations des blessés ou l'égorgement des prisonniers.

Que ce soit dans les guerres dites nationales ou dans les expéditions coloniales, on a toujours vu d'abominables atrocités commises avec préméditation, sciennement, scientifiquement par les chefs d'armée quels qu'ils soient et réhabilitant ainsi, par comparaison, les plus grands criminels de l'histoire. Dès l'instant qu'on accepte la possibilité d'une guerre, il faut donc en bonne logique ne point être surpris de tout ce qu'elle comporte.

Et entre Mussolini et les chefs éthiopiens, celui-là accusant ceux-ci de s'être abrités dans les hôpitaux, toute discussion sera vainue. Dans une guerre, il n'y a qu'un quartier à l'abri des bombes ; un quartier réservé, inviolable. C'est le Grand Quartier général.

LA SITUATION POLITIQUE

Le vote du budget

Le débat sur le budget à la Chambre donnait lieu habituellement à maints débats passionnés. Une étrange émulation sévissait parmi les parlementaires ; c'était à qui proposerait les solutions les plus mirobolantes. Daine, il fallait bien montrer aux électeurs que l'on se souciait de leurs intérêts.

La droite protestait contre les impositions qui frappaient le monde industriel et commercial.

La gauche s'élevait contre les taxes du petit commerce, s'efforçait de rassembler autour d'elle tout ce qui a à se plaindre du capitalisme et de son régime, par des propositions toujours repoussées, mais constituant autant d'excellents hameçons électoraux.

Les partis ouvriers s'attachaient à se faire les interprètes des préoccupations plus spécifiquement ouvrières.

Ainsi, ils s'élevaient régulièrement contre l'impôt sur les salaires et autres mesures fiscales frappant les travailleurs. Ils protestaient contre les dépenses militaires et proposaient de multiples subventions pour les œuvres sociales.

Enfin, il y avait le débat traditionnel sur les fameux fonds secrets au cours duquel les députés communistes entraient régulièrement en transes. On protestait, tempêtait, fulminait fort, contre l'immoralité des moyens employés par le régime pour se maintenir.

Cette année, rien de tout cela.

Le budget, quoique comportant une aggrégation des mesures fiscales, a été expédié en trois semaines sans incident.

La majorité d'extrême-gauche, comme on a dit de la Chambre, a négligé de s'arrêter à un tel détail. Les 405 voix de gauche clairement chiffrées par notre bonne mère l'Humanité, se sont confondues avec les voix de la droite.

C'est que, malgré les affirmations contraires, la campagne des fascistes a porté. Le chantage des grands potentiels a pleinement réussi et les parlementaires la filent douce.

Il n'est pas jusqu'aux députés du Front populaire — ce croquematin épouvanté — qui n'aient voulu donner des gages d'assassinisme, en renonçant à dénoncer les crédits militaires et les fonds secrets !

Les députés communistes sont restés cois. C'est que Staline n'aurait pas été content.

Pour le coup, il n'aurait pas eu raison !

Aussi, hop ! le budget. Enlevez, c'est pesé. Les masses n'y verront que du feu.

... Et les députés s'en sont allés au vert.

LA PUERILITE DU JEU PARLEMENTAIRE

La rapidité du vote du budget a provoqué des commentaires chaleureux des organes réactionnaires, qui décernent avec ensemble leur bon point au Parlement.

C'est le jeu politique. Si les députés avaient voulu bavarder et traîner ainsi la discussion en longueur, quelles clamours ! La grande presse aurait récidité ses clichés contre le Parlement, affiché un mépris bien senti des parlementaires, incapables de se laisser dominer par l'intérêt national ! Les Ligues auraient bougé, le chantage recommandé. Au lieu de cela, des louanges !

Rien n'indique mieux le contentement du capitalisme du vote rapide de son budget.

Rien ne montre mieux la duplicité du système parlementaire et la candeur de ces élus ouvriers, qui voient en lui le moyen d'arriver tout doucement, de réformes en réformes, au triomphe des suprêmes inspirations du prolétariat, comme le soutenait la semaine dernière, Compère-Morel dans le *Peuple Provençal*.

Pourtant l'expérience actuelle après celle de plusieurs pays montre surabondamment le but du parlementarisme qui est d'enchaîner la classe ouvrière au régime.

Tant que le libre exercice du jeu parlementaire ne menacerait les privilégiés de la bourgeoisie, celle-ci y restera fidèle ; mais du jour où une majorité politique réellement combative mettra en danger ses privilégiés, immédiatement celui-ci sera condamné sans appel.

Les campagnes d'intimidation de la grande presse, la pression des Ligues, n'ont eu ces dernières années pour but que le dégoulinage de majorités de gauche, jugées suspectes d'audacieuses.

Le Mur d'argent au lendemain des élections à gauche de 1924, le coup du 6 février n'ont pas eu d'autre but.

Le fascisme, venant ruiner d'un coup une longue et souterraine action du socialisme, montre que la bourgeoisie n'est pas dépourvue de moyens pour assurer son régime. Et alors ?

A la lumière des événements présents est-il possible de croire, sans faire preuve d'aventurisme, à l'efficacité du moyen parlementaire ?

Les faits répondent en légitimant notre position anti-parlementaire.

EN ATTENDANT LA DISSOLUTION DES LIGUES

Ne nous l'avons pas assez affirmé, qu'il suffisait de voter la dissolution des Ligues pour lever l'hypothèque du fascisme. Pendant des mois et des mois les partis de gauche et d'extrême-gauche ont lancé le mot d'ordre : dissolution des ligues fascistes. Nous répondions en dénonçant ce qu'avait de trompeux un tel mot d'ordre.

En effet, il nous paraissait impossible que le capitalisme renonce à ses Ligues dont la menace s'est révélée précieuse pour imposer sa politique déflationniste.

D'autre part, il était certain que les Li-

De mon wagon

VIVE LA PARESSE !

Nous sommes montés, Carpette et moi, sans le vouloir dans le wagon des beloteurs et, ce matin, la partie semble singulièrement animée. Cela dura jusqu'à Paris ; impossible de lire une seule ligne, il faut en prendre son parti. De guerre lasse, mon ami replie son « Huma » et m'entreprend aussitôt :

— Alors, ça va un peu le travail ?

— On le fait aller, tu sais bien. Et toi ? — Oh ! moi, j'en ai mal au ventre d'avance, ce n'est plus tenable : plus on en fait, plus il faut en faire. Tu n'es pas barbuilleur mais tu sais tout de même ce que c'est qu'un plafond, n'est-ce pas ? Eh bien, le chef nous demande d'en faire deux dans la journée.

— A ta place, j'en ferai trois, pour le vexer !

— Cause-toi sérieusement ?

— Tu en doutes, Carpette ? Je n'ai pas de chance, car cette fois je croyais bien tomber d'accord avec toi. En bon communiste orthodoxe, ne cherchais-tu pas, l'autre jour, à me démontrer les beautés de la méthode Stakhanoff, et sa nécessité quant à l'encouragement à l'éducation individuelle des travailleurs ?

— J'ai été tellement impressionné par les chiffres de tonnage extraits que tu m'avais cités que j'en ai rêvé la nuit. Je me voyais, armé d'un marteau-piqueur en train de faire la pique à des Dioukanoff et autres Artioukhoff. Ah ! ça bardait, je t'assure. Et vlan ! en vouliez-vous du charbon ? Un vrai filon, une mine, et non comme les houilles à Taupinskoff ! Et si mon rêve n'avait pas sonné, je crois que j'aurais été englouti sous cette production hallucinante. C'était un rêve, heureusement, parce que je ne suis pas si coûteux que cela.

— Seulement, j'ai peur que tes copains de l'U.R.S.S. ne se trouvent un jour écrasés par les fruits de cette expérience, dont je ne puis croire qu'ils aient calculé la puissance maléfique. En admettant qu'ils aient la possibilité, par une organisation impeccable, de résorber cette surproduction (qui est en train, ne l'oubliez pas, de gagner toutes les branches de leur industrie) ils auront réussi pour le moins à former une génération de fiers-à-bras, où chaque ouvrier se croira un champion en puissance. Et je n'ai pas l'esprit assez sportif pour m'en extasier.

— Laisse les bolcheviks à leurs expériences. C'est leur affaire d'organiser et réglementer leur production comme ils jugent utile. Je te causais seulement de moi. Or je ne fais pas mes plafonds avec un marteau-piqueur... — Heureusement !...

— Et je ne peux pas tenir une brosse à chaque main. Il y a des limites à toutes possibilités.

— Elles ont déjà tellement reculé, ces limites, que je ne puis m'empêcher d'être inquiet. Puisque tu es du bâtiment tu dois bien te rappeler des vieilles méthodes d'avant-guerre, de cette vanité pousse, que l'intérêt dirige, et que la désertion attend, pour libérer, vivifier, porter à son plein épanouissement le moi de l'individu, dont l'espérance critique s'est éveillée, donc le besoin de justice s'est grandi, dont la soif de vérité s'est allumée, et qui peu soucie des honneurs extérieurs, puise dans la conscience de ce qu'il est une légitime et bénéfique fierté.

C'est à tous les révolutionnaires en uniformes, qui en toute circonsistance, et même hors de circonstance, braillent quelques vaugies mots d'ordre sur l'air des *Lampions*, que je destine ces lignes.

Ne leur offrant ni salut, ni chemises de couleurs avec cravates assorties, ne flattant pas tout ce qu'il peut rester en eux d'esprit servile plus ou moins déguisé, n'ayant pas à leur faire miroiter de places honorifiques et des titres de chefs, je ne m'illusionne pas sur ce que ma tâche a d'ingrat.

Ne pas servir, ne pas commander, n'être ni maître ni esclave, c'est pour beaucoup un gouffre, où leur absence de personnalité s'abime.

Et mon but est — ou plutôt serait — précisément de leur révéler cette personnalité, de les ouvrir aux jouissances intégrales de se sentir « soi ».

Alors, mais alors seulement, libéré — dans tout ce qu'entendent ce terme — ils pourront marcher vers toutes les révolutions.

Mais y songer avant est dérisoire, car on ne peut se sacrifier à une cause que lorsque l'on a mesuré l'étendue de son sacrifice ; on n'a le droit de mourir pour une cause, que lorsque l'on sait pourquoi l'on meurt.

MAURICE LAISANT.

PRENONS GARDE

A l'heure où le dernier numéro du « Libertaire » était sous presse, se tenait à la Chambre des Députés la discussion du projet de loi sur le recrutement de l'armée.

Il s'agissait de transformer en loi la décision par laquelle le gouvernement Flandin avait, le 15 mars 1935, fait jouer l'article 40 autorisant le gouvernement à retenir, à la caserne, les jeunes soldats libérables, si les nécessités nationales ou internationales l'en obligaient. Par ce texte le contingent incorporé en avril 1935 doit faire 18 mois. Les contingents suivants et jusqu'en 1939 inclus, feront deux ans.

Divers incidents ont mis le gouvernement dans l'obligation d'ajourner le vote de l'ensemble de ce projet de loi que nous combatissons avec tous les moyens mis à notre disposition.

Quels ont été ces incidents ? Nous serions en droit de penser qu'ils étaient dus à une opposition irréductible des représentants (?) de la classe ouvrière. Écartons nos illusions. Ils ne veulent simplement que de deux députés de l'extrême droite, MM. Schuman et Robert de Grande Maison, demandant « le rétablissement de l'exécration, pour les aînés de famille de 5 enfants, de six mois du temps de service légal ». Comme nous nous en doutons, dans le but de favoriser le lapinisme.

Cette séance confirme les craintes que nous avions. Communistes, socialistes et radicaux, dans le Front Populaire, ne se sont élevés d'aucune façon, contre le maintien, pendant deux ans, des jeunes encasernés.

Nous n'ignorons pas l'intervention de Dewey (parti communiste), mais en quoi s'est-il déclaré contre la prolongation du service militaire ? A-t-il fait appel à l'action du prolétariat ? Nous savons ce que peut valoir un grand discours au Palais-Bourbon, et même, si les 10 communistes votaient contre le projet (ce qu'ils feront certai-

nement parce qu'ils sont en minorité) y aura-t-il quelque chose de changé ? Nous déclarons sans le moindre doute, non.

Nous aurions aimé voir la presse de gauche (Humanité, Populaire et Ouvrière) lancer un appel contre les prétentions de l'état-major français. Nous aurions été satisfait de voir relever les mensonges du lieutenant-colonel Fabry, ministre de la Guerre, déclarant que « la raison majeure qui a déterminé le dépôt de ce projet n'est pas l'existence des classes creuses... mais le réarmement intensif de l'Allemagne, réarmement dont la cadence et l'amplitude ont dépassé toutes les prévisions » ; alors que le 15 mars 1935, date de l'application de l'article 40 en France, l'Allemagne n'avait pas encore rétabli le service militaire obligatoire ; alors que les magnats de l'industrie lourde française ont, par leurs fournitures en matière première aidé le réarmement de ce pays ; alors qu'aucun pays, la France en tête, n'a respecté le Traité de Versailles.

Le Banlieusard.

P. S. — Un fâcheux bourdon a dénaturé le sens de mon dernier article. Il fallait lire : Toute loi est promulguée pour nous obliger à faire ce que nous aimerais éviter, ou bien nous empêcher de faire ce que nous voudrions si ce n'était pas défendu.

Le B.

Le B. —

En supposant toutefois qu'il soit sincère et pas faux, comme il est permis de le supposer, savamment orchestré pour les besoins d'une cause qui n'a de pacifique que le nom.

Mais il ne faut pas oublier qu'on n'humanise pas la guerre. Et que les « atrocités » ne sont en somme que peu de chose comparées à l'effroyable fléau qui fait la honte des hommes dits civilisés et qui ne sont en réalité que de scientifiques barbares. — Pierre Mualldès.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

ATROCITES !

Nous voici enfin au chapitre prévu des atrocités de la guerre.

Comme si la guerre n'était pas par essence, la chose la plus atroce. Comme si le génie malfaissant des hommes avait trouvé quelque chose de plus infamal... et de plus stupide.

Nous avons connu, hélas ! les atrocités allemandes : femmes éventrées et préalablement souillées, enfants et vieillards assassinés, villages détruits sans raison, etc., etc.

On a passé prudemment sous silence les « atrocités françaises » et les colliers d'oreilles des braves Séngalaïs...

Ça n'était pas, évidemment, la même chose !

Or voici que les feuilles nous mettent au courant des « atrocités italiennes » dépendant que la pisse du Duce proclame qu'elles ne furent que la réponse aux « atrocités éthiopiennes ».

Des aviateurs italiens tombés dans les lignes ennemis auraient été proprement décapités et leurs têtes placées comme épouvantails pour les grands oiseaux de mort.

Cette façon de faire aurait suscité la colère des Italiens qui décideraient de punir ces « sauveurs » comme il convenait.

• • •

LES BOLCHEVIKS CHEZ SA MAJESTE

Du temps des belles campagnes électorales « classe contre classe » il y avait plaisir à parcourir les préaux d'écoles ou nos cent pour cent communistes s'écriaient, visant les socialistes : « On ne choisit pas entre la peste et le choléra ». Le choléra c'était simplement, dans leur esprit, la bourgeoisie. Pour la peste, vous savez déjà de qui il était question. Heureux temps ! La « ligue révolutionnaire » la fameuse ligue était en ciment armé.

Depuis les choses ont changé. L'Humanité du 8 janvier nous annonce qu'en Grèce une démission du Comité central du P. C. a été trouvée la nouvelle majesté pour lui dire qu'elle le considérait, lui, Georges III, comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire.

Depuis les choses ont changé. L'Humanité du 8 janvier nous annonce qu'en Grèce une démission du Comité central du P. C. a été trouvée la nouvelle majesté pour lui dire qu'elle le considérait, lui, Georges III, comme une garantie contre le fascisme et contre tout régime autoritaire.

Entre nous ce n'était pas la peine de se gausser de ces pauvres social-démocrates d'outre-Rhin, qui préféraient Hindenburg à Hitler.

• • •

UNE G.D.V. A L'HUMA

P. V.-C. toujours en forme, sinon encore en uniforme (comme il devait bien le porter ma chère !) travaille de plus en plus du chapeau. Et il s'agit d'un bicorne de major général. En deux mois voilà l'affaire : L'Humanité du 8 janvier publie un long rez-de-chaussée, qu'un certain major général Z., que l'on certifie en activité, consacre à la nécessité cruciale de passer les murs des casernes à la chauss et leurs latrines au grésil. Si la chose est faite au moins une fois dans l'intervalle d'une dernière guerre à la prochaine dernière des dernières, le républicanisme de l'armée s'en trouvera singulièrement rehaussé. C'est du moins P. V.-C. qui l'affirme dans son préambule.

Pendant la guerre du droit, de la justice et de la civilisation (air connu) nous avons admiré un certain soir d'août 1914, en gare de Noisy-le-Sec, un grand Sénégalais qui disait devant des civils regardant les prisonniers Allemands : « Moi pas méchant, couper kabec... aux bouches... tout doucement... tout doucement ». C'est sans doute au nom de cette philosophie très spéciale que P. V.-C. étrangle lentement, mais sûrement, l'antimilitarisme de l'Humanité d'antan.

VIVE LE LAPINISME

La semaine dernière la très orthodoxe union des comités de chômeurs organisait un festival pour les gosses des chômeurs dans la salle de la C. G. T. U., rue Grange-aux-Belles. Le pur Payra qui préside à ses destinées y alla de son laus.

A TRAVERS LE MONDE

LETTER DE GENÈVE

Après l'action des chômeurs

De tous temps, les anarchistes ont dénoncé les politiciens, de quelque couleur qu'ils se reclaient, comme de partisans charitables.

Mais... mais nous, à Genève, des contestations régionales nous avaient laissé croire que nos politiciens pouvaient être animés d'une certaine sincérité. Tant il est vrai, que les politiciens sont passés maîtres dans l'art d'exploiter les mécontentements et les espérances des travailleurs.

A chaque période électorale, ces « artistes » savent remarquablement faire miroiter les plus ahurissants mirages et nos politiciens genevois n'avaient garde en plus, d'oublier de dénoncer le scandale des taudis qui, à Genève, est particulièrement grand.

Naturellement, une fois élus, les candidats avaient tôt fait de rééiger au magasin des accessoires leur indignation et leur programme ce qui explique, qu'en dépit des promesses, la question des taudis est toujours actuelle et ça menace de continuer !

La campagne dont l'aboutissement a été l'expédition que le *Libertaire* a relatée, a été menée avec énergie. Des dizaines de meetings, des milliers d'affiches, des pages illustrées, ont été employées pour faire ceder les pouvoirs publics.

Tout au long de cette campagne, les éditeurs cantonaux et municipaux socialistes publient force promesses dans le *Travail*, organe gouvernemental du leader Léon Nicaise, pour parvenir à leur fin d'étoilement.

Mais les chômeurs tirent bon contre les taudis de misère et de tuberculose.

Plusieurs semaines s'étant écoulées en attente vaine, pendant lesquelles le département de justice dirigé par Nicole, multiplie les provocations contre les sans-travail et fit même jeter à la rue, des chômeurs dans l'impossibilité de payer leur loyer, la décision de passer de la parole aux actes fut prise et ce fut l'action.

Aussitôt, tout ce que Genève compte de forces répressives fut sur place. Tout un quartier mis en état de siège et le gouvernement se sentant impuissant d'agir remit ses pouvoirs entre les mains du procureur général.

La police, apparemment mal assurée, hérita longtemps avant d'engager la lutte.

Les menaces d'emploi de bombes à gaz resteront sans effet. Bien mieux, nos camarades y répondirent en s'attaquant à d'autrui.

Durant 6 heures, nos 30 camarades poursuivirent leur manifestation et ce ne fut qu'après qu'ils estimèrent que leur action avait suffisamment porté, qu'ils consentirent à descendre sous les acclamations de la foule.

Le journal gouvernemental (*socialiste*) publia une édition spéciale une heure à peine après la fin de la manifestation. Et cela pour s'efforcer de dénaturer l'action de nos camarades.

La violence du journal socialiste contre les démolisseurs improvisés fut telle qu'elle provoqua l'indignation non seulement des travailleurs, mais encore des milieux les plus hostiles aux revendications ouvrières.

Il s'agissait pour les rédacteurs de la feuille socialiste de rassurer les petits bourgeois qui votent socialiste !

De toutes les organisations syndicales, de tous les groupements ouvriers furent votées des résolutions de sympathies pour les démolisseurs et des protestations contre le journal socialiste.

La magistrature suivit les indications des rédacteurs du *Travail* et commença sur le champ la répression.

A l'heure actuelle, 4 anarchistes sont emprisonnés, d'autres poursuivis avec acharnement.

Tels sont les événements qui se sont déroulés ici à Genève et que tous les travailleurs doivent connaître. Ainsi auront-ils une fois de plus, une idée de ce que peut faire un gouvernement socialiste. Même lorsqu'il est présidé par Nicole qui pourtant, fut avant son ascension au pouvoir, à violence, de lutter contre l'idée de revanche.

Nous savons que la France, s'inspirant de ses intérêts nationaux, estimait que le but de sa politique extérieure était de consolider et de renforcer par tous les moyens la Société des Nations et de mettre à la disposition de celle-ci des instruments efficaces pour lutter contre l'agresseur.

Le 29 août 1928, au Congrès de l'Internationale communiste, était adoptée cette thèse :

« S. D. N., qui a été constituée, voilà neuf ans, comme association d'imperialistes, pour maintenir le « paix » de Versailles, basée sur un traité de brigandage, et pour écraser le mouvement révolutionnaire dans le monde entier, devient de plus en plus l'instrument immédiat des préparatifs et de la conduite de la guerre impérialiste contre l'U.R.S.S. Toutes les alliances créées sous le protectorat de la S. D. N., tous les pactes ne servent qu'à dissimuler et à favoriser les préparatifs de guerre, particulièrement contre l'Union Soviétique.

En novembre 1927, en parlant à une délégation venue à Moscou pour assister aux solennités d'octobre du Xe anniversaire de la Révolution russe, Staline disait :

« L'Union Soviétique n'est pas membre de la Société des Nations et ne participe pas à la S. D. N. ayant tout parce qu'elle ne peu pas prendre la responsabilité de la politique impérialiste de la S. D. N., des mandats que la S. D. N. octroie pour exploiter et asservir les peuples coloniaux. L'Union Soviétique ne prend pas part à la S. D. N. parce qu'elle ne veut pas prendre la responsabilité des préparatifs de guerre, de la croissance des armements, des nouvelles alliances militaires, etc., que couvre et sanctionne la S. D. N. et qui ne peuvent pas ne pas conduire à de nouvelles guerres impérialistes. L'Union Soviétique ne prend pas part à la S. D. N. parce qu'elle ne veut pas être partie intégrante du paravant des intrigues impérialistes que constitue la S. D. N. et que celle-ci cache par les discours onctueux de ses membres. La S. D. N. est la « maison de rendez-vous » pour les impérialistes qui font leurs affaires dans les coulisses. Ce qu'on dit officiellement à la Société des Nations n'est qu'un vain bravardage destiné à tromper les ouvriers. C'e

t que les gouvernements impérialistes sont infiniment dans les coulisses est la vraie politique impérialiste, hypocritement cachée par les orateurs grandiloquents de la Société des Nations. Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que l'Union Soviétique ne veuille pas être membre et complice de cette comédie contre les peuples ?

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Et il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la

démocratie politique. Entre la loyale union ouvrière et les colusions honteuses par lesquelles auront perdu leur raison d'être.

Il faudra que les ouvriers syndiqués choisissent. Il faudra qu'ils optent entre le syndicalisme et la parodie que ces « chefs » prétendent en faire. Entre la nette lutte de classe et la pourriture de la



Où allons-nous ?

L'UNITÉ est à ce point avancée que l'on peut la considérer comme faite. En effet, à l'exception de quelques syndicats et fédérations où les conséquences de la division ont été particulièrement désastreuses, les fusions sont réalisées ou sur le point de s'opérer. Et déjà se pose la question de la propagande syndicale réunifiée.

L'état de division, en créant un dualisme entre les Centrales rivales, avait pratiquement stérilisé toute action de propagande. Les deux principaux courants idéologiques du mouvement ouvrier, privés de leur contrôle mutuel, s'en sont allés à la dérive, sombrant dans l'extravagance. L'un s'est adonné à la gymnastique révolutionnaire et compromis par son aventure, ses défaites et son effondrement final, l'idée même de révolution.

L'autre s'est trouvé entraîné dans un légalisme ligotant et reposant. Il s'est détaché peu à peu du traditionalisme ouvrier pour ne voir finalement ses moyens, la légitimation de sa raison d'être, que dans la pratique de la politique de présence. Cependant que le but ne lui apparaissait plus qu'à travers la lunette parlementaire... et on sait combien les verres en sont brouillés.

La réalisation de l'unité aura-t-elle pour effet d'axer l'action syndicale sur des bases solides ? On voudrait l'espérer, mais il serait dangereux de trop y croire.

L'unité, a-t-on dit, est un mariage de raison. A coup sûr, elle est le triomphe de la raison. Le bilan négatif de quinze ans de scission, le danger du fascisme et les menaces de guerre rendaient la division monstrueuse. Mais cette formule que certains affirment n'est avant tout qu'une boutade, recèle une nuance narquoise, qui traduit remarquablement bien l'esprit qui préside aux congrès de fusion.

En vérité, l'assagissement des unitaires est si complet que tout ce qui sort de la question des places les laisse indifférents. Ils semblent à ce point dégoûtés d'eux-mêmes, qu'ils mettent même une certaine précipitation à faire peau neuve, à se métamorphoser en ultra-réformistes.

Parions que les réformistes cégétistes d'hier feront demain figure de révolutionnaires en face de nos ex-100 %. Tout le laisse supposer.

Il est donc à craindre que l'unité n'ait pas pour résultat de revigorer le mouvement ouvrier dans la mesure qu'il serait souhaitable. Demain, les syndicalistes révolutionnaires peuvent se trouver devant une coalition des deux bureaucraties actuelles, fondées en une seule, et de ce fait, l'action ouvrière peut n'être pas aussi énergique qu'il serait nécessaire.

Quoi qu'il en soit, l'unité des travailleurs reste le grand résultat qui crée le potentiel de puissance des travailleurs, et légitime les plus belles espérances, pour un avenir qui peut se trouver rapproché par les événements.

L'effort des travailleurs révolutionnaires devra donc se poursuivre pour maintenir intacte cette

J. RIBEYRON.

Chronique « terre à terre »

Nous vivons une étrange époque.

Moins étrange peut-être par le dérèglement des esprits qui se traduit en ce moment surtout par un nombre extraordinaire d'assassinats d'enfants que par l'avachissement des idées sociales. Lamentable époque où règnent en maîtres le bluff et la lâcheté.

Le 14 juillet dernier, cinq cent mille bons bougres défilent dans Paris pour protester contre le fascisme, mais peu de temps après, une avalanche de décrets-lois nettement fascistes nous dégringolent sur le dos, et personne ne bouge.

On proteste contre la guerre, mais des politiciens d'affaires, valets des magnats, peuvent impunément la préparer.

Par centaines de mille, des chômeurs crèvent de faim, cependant que dans certaines usines les ouvriers font dix, douze et quelquefois seize heures de travail.

Contre ces choses et contre tant d'autres, qui donc appelle le populo à la révolte ? personne.

Mais voici que des farceurs, peut-être bien des provocateurs, font pipi sur les pieds de la statue de Briand. Alors, rien ne va plus ! Une multitude de savants, d'artistes, d'écrivains réagit violemment à coup de déclarations indignées que publie complaisamment une presse publicitaire. On va voir ce qu'on va voir ! On va voir une belle manifestation où des m'stu've s'exhiberont. Et cet incident, qui méritait au plus qu'une délégation de ces intellectuels, se rend à Pacy avec une brosse et une boîte de liège noir pour cirer les bottes souillées du vieux, bien exploité va devenir un coup de marteau à publicité.

Que les « prolétaires » marchent, passons, mais que d'authentiques savants, que de vrais écrivains qui n'ont pas besoin de ces comédies pour gagner un peu de renommée se laissent faire, voilà qui est triste.

Cependant, combien d'occasions leur sont offertes d'œuvrer utilement. La misère et l'exploitation grandissent. La réaction triomph. Le militarisme et la psychose de guerre s'infiltrent jusqu'à l'extrême-gauche politique. On assassine des militants ouvriers dans toutes les prisons du monde. Contre tout cela, combien serait salutaire leur action ! Mais non, rien ! Et si par hasard une protestation s'élève, c'est que la victime est orthodoxe.

Leretur, pour une peccadille meurt en prison, l'U.R.S.S. tue Petriani au fascisme italien, qui donc proteste ? Personne, pas même

poussance contre les fausses manœuvres, les reçus et les abandonnements des cadres syndicaux.

La tâche sera rude et l'action à mener de tous les instants, tant il apparaît que le danger d'égarement des travailleurs sera grand et permanent.

Tres significatifs sont à cet égard les congrès de fusion où nous avons pu constater à l'entremise du Plan cégétiste, sans qu'une large discussion préalable ait donné à cette ratification un sens précis. L'adoption du plan a pris la valeur d'un vote de confiance au bureau confédéral et rien de plus.

Cela est grave. Particulièrement démonstratif d'un grand trouble dans les esprits. C'est la preuve de l'absence du sens d'orientation. On ne sait pas où on va, on suit aveuglément des hommes qui ont accumulé pourtant de lourdes erreurs.

Mais les promoteurs du Plan, les dirigeants syndicaux, sont-ils si sûrs de la voie qu'ils suivent ?

Au vrai, leurs hésitations, leurs tâtonnements sont loin de révéler une grande conviction, une vision claire du chemin à parcourir. On a l'impression que le Plan n'est qu'un panneau qui cache un profond désarroi. C'est un pis-aller. La planche de salut, à laquelle on se raccroche moins par conscience que par instinct.

Pourquoi ne pas avouer que le mouvement ouvrier traverse, à l'instar du capitalisme, une grave crise, morale et idéologique, qui compromet la lutte pour le devenir social.

Si la cause essentielle de ce triste état de chose est dans la division, il n'en reste pas moins que la méfiance des cercles dirigeants du prolétariat envers ce dernier, qui s'est traduite par un abandon plus ou moins camouflé des usages démocratiques, a fortement contribué à nous amener là où nous pataugeons actuellement.

L'action des travailleurs a été hier, sinon condamnée, de moins suspectée par les cadres cégétistes, et aujourd'hui, les communistes essaillent de donner ridiculement des coups de bâton dans l'eau, sont à la veille de sombrer dans la même traversie.

Voilà pourquoi il est à redouter une certaine solidarité entre les bureaucraties syndicales de demain, pénétrées de préjugés envers toute action directe et autonome des travailleurs. Alors que les événements rendent possible et exigent le développement de la conscience de classe et de l'esprit de lutte, il semble inévitable que nous aurons la paralysie du mouvement ouvrier !

L'action directe sera plus que jamais abandonnée, au profit de la pratique décevante du parlementarisme. Car, qu'on le veuille ou non, avec l'abstention d'esprit régnant et le désir de faire adopter le Plan, nous allons vers ce résultat.

C'est là de funestes perspectives. Aussi il appartient à tous les syndicalistes révolutionnaires de lutter pour axer le mouvement syndical sur les bases solides de la lutte de classes.

J. RIBEYRON.

Romain Rolland, pourtant point aveugle de sa parole, et qui nous consola de bien des choses, lors de la dernière.

Des hommes libres ça ? Allons donc !

Des hommes au-dessus de la mêlée peut-être, mais les talons joints, l'œil fixé sur Moscou et le petit doigt sur la couture du pantalon.

— Et je ne parle que de ceux qui ne tirent pas de ces pantalonnades un bénéfice immédiat.

Quelle ignoble époque que celle où nous avons le malheur de vivre !

Le manœuvre.

Union des Syndicats de techniciens et employés de l'industrie

Le Comité Intersyndical des Techniciens et Employés de l'industrie en chômage, de l'U.S.T.E.I., après avoir énergiquement protesté :

Près du Préfet de la Seine contre une tentative de diminution de l'indemnité de chômage.

Près du ministre de l'Intérieur contre l'interdiction d'une manifestation revendicative, organisée par l'Union des Comités de chômeurs, a décidé de porter à la connaissance du Conseil général le cahier de revendications des techniciens et employés de l'industrie, en chômage.

La délégation a été reçue, à cet effet, par la présidence du Conseil général, lundi 30 décembre, à 18 h. 30.

Il a été, tout d'abord, formellement affirmé aux délégués, par la présidence, que la diminution de l'allocation de chômage afférente au budget départemental n'était qu'une initiative du Préfet de la Seine, mais que pas un conseiller général n'osera voter cette diminution, que tous les apaissements pouvaient être données à cet égard aux chômeurs.

Prenant acte des divers points du Cahier de revendications, la présidence en fera communication au Conseil général, ainsi qu'aux Commissions responsables. Elle a notamment retenu qu'une réforme rapide du placement des chômeurs serait l'objet de toute l'attention du Conseil et que de nouvelles entrevues seraient ultérieurement nécessaires en ce sens.

E. Moutly.

JEUNESSE SYNDICALISTE BRETOISE

La Jeunesse Syndicaliste Bretoise désire entrer en relations avec les jeunesse syndicalistes existantes en France.

Que celles-ci lui répondent d'une façon favorable à l'adresse ci-dessous.

Jeunesse Syndicaliste Bretoise, Maison du Peuple, Bois-de-Boulogne, Brest (Finistère).

HIER ET AUJOURD'HUI DEUX HOMMES, DEUX IDÉES:

MARX et BAKOUNINE

« Ingénus ceux qui croient que l'on peut conquérir l'Etat pour le détruire et la révolution. Ce sera l'Etat qui les conquerra, détruisant leurs énergies révolutionnaires. » (M. Bakounine.)

Nous anarchistes, ne pensons pas au passé, nous regardons toujours en avant, et si quelquefois nous repassons les pages de l'histoire, c'est pour y rechercher des enseignements pour l'orientation de l'avenir.

A cette heure d'inquiétudes, de dangers, mais aussi de sublimes espoirs, je retourne mes regards vers les époques éloignées et passe aux luttes héroïques soutenues au sein de la 1^e Internationale.

Marx et Bakounine furent les deux protagonistes, mais les deux tendances perdurent encore aujourd'hui, divisant le prolétariat mondial.

Cette division touche à sa fin, devant les leçons formidables qui confirmèrent pleinement la vision sans égale de ce colosse des idées : Michel Bakounine.

Bien prophétiques furent ses propos, lorsqu'il affirma que l'Etat conquerrait ceux qui prétendaient le conquérir ! Par une cruelle ironie, ce fut en Allemagne, patrie de Karl Marx que ses thèmes et tactiques de lutte susciteront le fiasco le plus indiscutable que puisse marquer l'histoire.

Après la Révolution de 1918, les socialistes furent les maîtres de l'Etat, et ils ne firent rien pour le détruire, au contraire ils se consolidèrent en trahissant les aspirations du prolétariat.

Plus tard, socialistes et communistes furent les maîtres du Parlement, leurs partisans avaient des millions d'adhérents et leurs milices en uniforme se promenaient triomphalement dans les rues de Berlin. Elevant le drapeau du front unique, mais dominé par l'ambition politique, ils se détruisirent mutuellement en une lutte sans gloire, ouvrant le passage à la funeste dictature de Hitler.

Il étaffoulaient les sentiments révolutionnaires du peuple, trompant ainsi ses espérances les plus chères, et aujourd'hui, ceux qui ne s'ont s'unis dans la rue, en une lutte ouverte contre le capitalisme, s'unissent dominés par la douleur dans les camps de concentration créés par le tyran.

Ainsi, un camarade espagnol se vit refuser tout secours sous le prétexte de sa nationalité. Sa femme, pointant de naissance française, fut le même sort.

Il paraît que les rapports des inspecteurs sont défavorables. Mais ces rapports ne peuvent être examinés contradictoirement, il sont, de par cela même, des plus suspects. Mais qu'importe pour M. le Maire ! D'ailleurs, n'a-t-on pas la volonté de n'accorder les allocations qu'au compte-gouttes !

La nationalité de notre camarade ne l'a pas sauvegardé des impôts communaux, aussi, une justice doit-il toucher le secours de chômage.

Faudra-t-il, pour faire céder M. le Maire, une agitation énergique ?

**

Si le collectivisme s'appuie directement sur l'œuvre de Marx, l'anarchisme doit son développement à la propagande de Bakounine.

Marx dépassait Bakounine par sa science, mais Bakounine le dominait dans le génie de la propagande.

Marx fut un économiste de premier ordre ; Bakounine, un apôtre et un révolutionnaire incomparable.

Tous deux, publicistes. Marx plus froid, plus nébuleux, plus autoritaire ; Bakounine plus expansif, plus franc et révolutionnaire, plus libertaire.

L'un menait une existence bourgeoise, l'autre une vie déchirée de lui-même.

Marx se gardait à lui-même et aux siens, gardait avec précaution son avoir ; Bakounine se laisse confisquer ses biens par le tsar, expose sa vie dans les combats et essaie de soulever le monde entier par sa parole, par la plume et par l'action.

DEUX HOMMES : DEUX IDEES

Voilà, tracés à grands traits, les deux figures qui, il y a soixante-dix ans, marquent les tendances qui devaient orienter les luttes prolétariennes.

Une, l'autoritaire, à triomphé et a fabriqué, ayant servi de pierre à la révolution et de rempart au capitalisme.

L'autre se maintint indomptable, elle n'a jamais failli, ni ne faillira jamais, puisante comme le génie de Bakounine, elle guide les opprimés.

En ces moments historiques, quand la politique se brise avec fracas ; quand le canon détruit des milliers de vies humaines, quand la civilisation et la culture sont en voie de disparition, le prolétariat doit être en alerte, méditant sur son propre destin.

Ce ne sont pas des heures d'espérances et d'illusions, les leçons reçues ne nous permettent pas d'en refuter la preuve.

Un seul chemin reste ouvert, plein de douleurs, mais par lequel nous arriverons au triomphe définitif.

Ce chemin, c'est celui que nous indiqua, avec sa parole véhément, Michel Bakounine !

Nous le suivrons sans vaciller. Et bien vite se levera glorieux le drapeau de la Révolution sociale.

Camille Perez.

(Traduit de *Tierra y Libertad*, organe de la F.A.I.L.)

COMITÉ DE L'ENTRAIDE

Une date !

GRANDE FÊTE

Artistique et théâtrale qui aura lieu :

Dimanche 19 janvier 1936, à 14 h. 30
10, rue de Lancry, Paris (10^e)

Au programme : Chant, Musique, Danse, Théâtre, etc.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	62 Nos 38 fr.
20 Nos 11 fr.	28 Nos 16 fr.
12	